

*Hommage de l'auteur.
Robert Godeaux*

CENTRE DE RECHERCHES RELATIONS INTERNATIONALES
DE L'UNIVERSITÉ DE METZ

LA PRESSE QUOTIDIENNE LÉCÈSSE ET LA PRESSE
À LA VEILLE DU PREMIER CONFLIT MONDIAL

7

Robert Godeaux
Professeur à l'Université de Metz

Les relations franco-belges de 1830 à 1934

Acte du Colloque de Metz
15-16 novembre 1974

INSTITUT DE RECHERCHES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES
DE L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

Les relations franco-belges
de 1830 à 1934

PAR M. J. VAN DEN BROECK
Professeur à l'Université de Bruxelles

LA PRESSE QUOTIDIENNE LIEGEOISE ET LA FRANCE A LA VEILLE DU PREMIER CONFLIT MONDIAL

Robert Demoulin,

Professeur à l'Université de Liège.

« La Belgique est un microcosme. Mêlées sociales, efforts contrariés vers la concentration industrielle et financière, perturbations fiscales, problèmes de races et de langues, elle nous offre la réduction de tous les conflits viraux qui agitent les grands peuples. Sillonnée de ses railways, rougeoyante du feu de ses usines, elle est pareille à une petite Amérique » (1). Quelle était, dans ce microcosme, à la veille du premier conflit mondial, la part réservée à la France dans l'opinion ? C'est là une question importante. Certes, elle a été évoquée dans les histoires générales de Belgique, de Flandre et de Wallonie, et les travaux consacrés à la politique militaire et diplomatique en 1914 en ont traité. Parmi les plus récents, mentionnons le mémoire de Robert DEVLEESHOUWER, *Les Belges et le danger de guerre 1910-1914*, publié en 1958 par le Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine et l'*Habilitationsschrift* de Horst LADEMACHER, *Die belgische Neutralität als Problem der europäischen Politik 1830-1914*, Bonn, 1971.

Ici, nous avons voulu apporter une réponse limitée à un moyen d'expression de l'opinion, la presse, dans un cadre géographique restreint, la ville de Liège. Nous commençons par une étude de contenu : quelle a été la part réservée à la France dans les journaux liégeois, la *Meuse*, la *Gazette de Liège*, le *Journal de Liège*, l'*Express*, la *Dépêche* du premier janvier 1914 au 4 août 1914 ?

Le travail de dépouillement a été fait par les étudiants du Séminaire d'Histoire contemporaine sous le contrôle de mes collaborateurs, Mesdames Jeannine Lothe et Anne-Marie Wegnez et Monsieur Francis Balace. L'évolution de la surface rédactionnelle consacrée à la politique française a été établie sur papier millimétré, politique intérieure et politique extérieure étant séparées. Ensuite, les sources d'information pour les politiques intérieure et extérieure ont été distinguées.

A chaque quinzaine fut réservée une bande d'un centimètre. La surface rédactionnelle consacrée à la France a été exprimée en valeur absolue et non en pourcentage. Editoriaux, correspondances, dépêches d'agences et articles reproduits d'autres journaux ont été mesurés ; enfin la vie culturelle et la vie économique n'ont pas été négligées. Le mouvement général est assez clair. En mars et avril 1914 et au début mai, l'affaire Caillaux et son annexe, l'affaire Rochette, - c'est le 16 mars que Calmette est assassiné, le 18 que Caillaux démissionne, - les élections législatives du 26 avril et du 10 mai entraînent les rédactions à réserver une place de choix à la France. Il faut attendre la deuxième

(1) Maurice WILMOTTE, *La culture française en Belgique*, Paris, 1912, p. 63.

quinzaine de juillet avec le procès Caillaux, le voyage de Poincaré à Saint-Petersbourg et la tension internationale pour retrouver des surfaces rédactionnelles aussi importantes. Il y a ainsi deux temps forts : mars-avril et juillet.

La deuxième constatation porte sur les sources d'information (2).

Les éditoriaux, tant sur la politique intérieure que sur la politique extérieure françaises n'occupent pas une grande place dans la *Dépêche*, le *Journal de Liège* ou la *Meuse*, ils sont plus importants dans l'*Express* où le député de Virton, Georges Lorand, spécialiste de la politique internationale et correspondant de la *Neue Freie Presse* de Vienne, défend des idées originales ou dans la *Gazette de Liège* où se distingue Joseph Demarteau, le troisième de la dynastie.

Les correspondances de Paris de J. Ernest-Charles, pseudonyme de l'avocat Paul Renaison, de l'*Express*, celles d'Albert de Gobard, directeur de l'agence Paris-Télégrammes au *Journal de Liège* couvrent des surfaces importantes lors de l'affaire Caillaux. Le radical *Express*, qui défend le leader français, dépêchera son rédacteur en chef à Paris lors du procès. Il y enverra aussi le célèbre caricaturiste Jacques Ochs dont les dessins sont des témoignages brillants d'un talent sûr. Le graphique de l'*Express* et celui du *Journal de Liège* sont extrêmement suggestifs de la place des correspondances. Il convient de noter d'ailleurs que la *Dépêche* a un correspondant à Berlin mais pas à Paris, dont le pseudonyme était J. Fromm.

Mais les nouvelles d'agences et celles qui sont reproduites d'autres journaux occupent une large place dans les divers journaux.

Quant au tirage, il était, en 1914, de 14.000 exemplaires pour la *Meuse*, de 20.000 pour la *Gazette de Liège*, de 18.000 pour l'*Express* (3).

D'autre part, nous disposons de renseignements sur la force des partis dans la ville et l'arrondissement de Liège au printemps 1914. Ils étaient de forces sensiblement égales. Cependant, le suffrage plural ne permet pas de chiffrer avec précision le nombre d'électeurs des trois grandes tendances, socialiste, libérale et catholique (4). Aux élections législatives du 24 mai 1914, les socialistes avaient obtenu dans la ville de Liège 19.018 suffrages, soit 35,5 %, les libéraux 17.809 (33,3 %), les catholiques 16.652 (31,1 %). Deux ans plus tôt, les chiffres respectifs étaient de 19.727 (37,5 %), 16.682 (31,8 %) et 16.070 (30,6 %). Pour l'ensemble de l'arrondissement en 1914, les socialistes envoyèrent six députés siéger au Parlement, les catholiques quatre et les libéraux trois.

(2) Nous n'avons pas reproduit les nombreux graphiques sur la politique intérieure et extérieure mais nous avons fait établir par Mme Davister des graphiques expressifs sur les sources d'information qui éclairaient aussi l'ensemble du mouvement, quinzaine par quinzaine. Nous avons renoncé à dresser le graphique pour la *Meuse*, qui possède deux éditions jumelées.

(3) D. LAMBRETTE, *Le journal « La Meuse » 1855-1955*, p. 51.

(4) Rappelons que depuis la révision constitutionnelle de 1893, le droit de vote était accordé à tout Belge de sexe masculin, âgé de vingt-cinq ans et domicilié depuis un an au moins dans la même commune ; tout père de famille âgé de trente-cinq ans et occupant une habitation qui représente 5 francs d'impôt personnel, tout propriétaire soit d'un immeuble d'une valeur de 2.000 francs ou disposant d'un revenu correspondant à cette valeur ou d'une rente de 100 francs inscrite au grand livre de la dette publique ou le possesseur d'un livret de la Caisse d'épargne avait droit à des voix supplémentaires. Deux votes supplémentaires étaient attribués au porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat de fréquentation d'enseignement moyen du degré supérieur ou à celui qui exerce ou avait exercé une fonction ou une profession impliquant les connaissances de ce dernier enseignement. Mais nul ne pouvait cumuler plus de trois votes.

Un gros obstacle ne peut être surmonté dans notre approche de l'opinion : il n'y a pas de quotidien socialiste à Liège en 1914. Ainsi, une tendance importante de l'opinion n'est pas représentée. Mais c'est une situation de fait qui nous est imposée.

*
**

Ainsi ne disposons-nous que de deux journaux catholiques, l'un conservateur, la *Gazette de Liège*, l'autre démocrate-chrétien, la *Dépêche* et de trois journaux libéraux, le doctrinaire et conservateur *Journal de Liège*, la *Meuse*, plus ouverte et l'*Express*, progressiste. La *Meuse* est devenue plus tard « neutre », en 1914, elle est franchement libérale, nous n'en donnons pour preuve que cet extrait du 25 mai 1914, au lendemain des élections législatives : « Entre la démagogie socialiste et la démagogie chrétienne, le parti libéral apparaît comme le seul parti national, le seul parti de l'ordre dans le progrès, le seul parti susceptible d'assurer la paix sociale, la paix civile et la paix religieuse » (5).

Le *Journal de Liège*, fondé en 1764, longtemps propriété de la famille Desoer, passa en 1893 entre les mains de la famille Trasenster. Il n'a plus, à la veille de la guerre, l'audience et l'influence qu'il avait eues du temps de Frère-Orban. La concurrence de l'*Express* et les efforts de modernisation de la *Meuse* l'ont gêné. La *Meuse* était aussi une entreprise familiale, bien que constituée en société anonyme le 30 novembre 1899, les frères de Thier, Léon et Charles, et leurs enfants la dominant. Depuis 1899, le chevalier Maurice de Thier, docteur en droit, dirigeait le journal.

La *Gazette de Liège* est entre les mains d'une dynastie de journalistes enthousiastes, les Demarteau ; les relations avec l'évêché sont étroites même si elles se sont quelquefois tendues au temps de Mgr Doutreloux, ouvert aux courants de la démocratie chrétienne.

La *Dépêche* parut pour la première fois le 13 février 1901. Organe des démocrates chrétiens, elle eut comme principal bailleur de fonds le député Charles de Ponthière. Le 6 août 1914, la *Dépêche* sortit de presse pour la dernière fois et ne reparut pas après la guerre. Son directeur, Gustave Somville, donna du relief à ce « journal démocratique et indépendant ».

L'*Express* est une œuvre collective : une société de presse réunissant des libéraux liégeois de tendance radicale pour qui le *Journal de Liège* et la *Meuse* étaient trop doctrinaires, lança le premier numéro le 4 décembre 1892. L'*Express* fut dirigé pendant 28 ans par Georges Masset, docteur en droit, ancien collaborateur du journal bruxellois *La Réforme* (6).

*
**

L'attitude de cette presse à l'égard de la France est commandée par l'évolution de la politique dans les deux pays. Depuis 1884, les catholiques sont les maîtres en Belgique. En 1912, un grand assaut a été monté pour les chasser du pouvoir. Il a échoué et l'amertume est grande chez les libéraux. Ils tournent les

(5) *La Meuse*, numéro du matin, 25 mai 1914, p. 1, c. 2.

(6) P. GERIN et M.L. WARNOTTE, *La presse liégeoise de 1850 à 1910. Répertoire général*, Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine, cahier 65, *passim* et Denise LAMBRETTE, *Le Journal « La Meuse »*, Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine, cahier 55, pp. 47 et sv.

yeux avec envie vers la France voisine. Les progressistes de *l'Express* se réjouissent des victoires radicales si les doctrinaires du *Journal de Liège* préfèrent Poincaré, Barthou et Briand à Caillaux.

L'attrait pour la France est grand chez les libéraux. Par contre, la presse catholique éprouve pour la France républicaine une véritable antipathie. Ainsi la France en dehors des luttes intérieures belges qui sont après surtout en période électorale, - et il y a eu un renouvellement par moitié des Chambres le 24 mai 1914, - la France est le thème principal des polémiques entre journaux chrétiens et anticléricaux, discussions sur l'Ecole, sur la Religion ne cessent pas. Mais la querelle s'étend à la politique financière, à l'armée, à la diplomatie. La politique extérieure est aussi un champ de conflit.

Enfin, les divergences de vues sur la Wallonie et sa place dans l'Etat belge se répercutent sur le plan français.

Nous voudrions, par quelques exemples pris dans les dernières semaines qui ont précédé le premier conflit mondial, éclairer notre propos.

*
**

La *Gazette de Liège* est hostile à la France républicaine dont elle abhorre la politique scolaire. « Alors que l'anarchie grandit au pays de France, le conseil des ministres français décide la fermeture des 127 établissements congréganistes d'enseignement qui restaient à fermer de par la loi de 1904... » (7). La franc-maçonnerie, maîtresse du pouvoir, est attaquée avec virulence. Si la *Gazette de Liège* étudie la population en France, elle commence l'article par « Il faudrait plutôt parler de la dépopulation car hélas ! La France recule de plus en plus, comme le démontre la statistique de 1913... C'est la peur de vivre ; c'est la maxime de Bonnot, appliquée en grand et par des « honnêtes gens » : « Je veux vivre ma vie »... » La France répudie autant qu'elle peut Dieu ; bientôt sans doute le Gouvernement parlera d'un ci-devant Dieu, comme les Communards d'il y a 100 ans (sic) parlaient des ci-devant évêques et nobles. D'autre part, police et magistrature tolèrent la propagande la plus éhontée en faveur du malthusianisme. Comment alors ce pays ne ferait-il pas faillite ?

Où donc ce régime de régression voulue doit-il conduire ce beau pays ? Et nous pensons avec tristesse qu'il y a pas mal de Belges qui appellent de leurs vœux le jour où notre pays saura imiter la France » (8).

La faiblesse militaire de la France est montée en épingle. Une place de choix est faite à la déclaration au Sénat d'André Lefebvre, ancien collaborateur de R. Poincaré, sur l'infériorité des dépenses d'armement de la France comparées à celles de l'Allemagne et la *Gazette de Liège* insiste sur l'impréparation constatée lors de la crise de 1911 et sur les négligences commises pour la défense du pays (9).

Les difficultés financières sont aussi exploitées et le contraste est frappant avec *l'Express* qui triomphe le 12 juillet en annonçant que l'emprunt lancé au début du mois a été couvert quarante fois (10).

(7) *Gazette de Liège*, 2 juillet 1914, p. 5 c. 1.

(8) *Gazette de Liège*, 1er juillet 1914, p. 1, c. 1 (art. signé J.L.).

(9) *Gazette de Liège*, 17 juillet 1914, p. 4, c.3-4.

(10) *L'Express*, 12 juillet 1914, p. 1, jc. 1.

L'affaire Caillaux a passionné, troublé, choqué l'opinion liégeoise comme l'opinion française et européenne. La presse catholique a cloué au pilori les acteurs du drame et leurs juges, en ne cachant pas ses arrière-pensées partisans. Sous le titre *Criminelle Comédie*, la *Dépêche* exprime son indignation : « le verdict d'hier soir de la Cour d'Assises de Paris nous permet de mieux en mieux d'apprécier le régime maçonnique qui sévit en France. Le scandale est énorme, bien qu'il fût prévu, car sous toutes ses faces, le procès Caillaux apparaissait comme une comédie. L'on sait ce que fut la détention apparente de l'accusée et l'instruction. L'on a vu aussi avec quel soin, les acteurs magistrats, jurés, témoins étaient appropriés et comment ils jouaient leur rôle. A bien des moments, l'on se fût cru devant les planches d'un théâtre. Et le personnage principal, l'actrice, la Caillaux, n'est-ce pas à croire qu'elle avait répété son rôle devant Sarah Beernardt (sic) ? Que dire de l'audace incommensurable du digne mari ? De l'insolence et de l'effronterie sans bornes de son confident ? De l'imbécillité voulue du président ? De l'ironique... candeur de certains témoins complaisants pour ne pas dire complices ! Et la voilà sortie libre, la tête haute, défiant les honnêtes gens, cette sensitive de divorcée, auteur d'un assassinat que l'on proclame involontaire, non prémédité, accidentel - et qu'entre soi l'on glorifie comme un acte justicier.

« Ainsi la bande maçonnique, non contente de piller la France, se place en fait, au-dessus de la morale, au-dessus des lois morales et humaines et quand ce que l'on appelle encore la Justice est bien obligée de mettre la main au collet d'un des siens, l'on fait le signe de détresse et la délivrance est assurée.

« Le peuple se fâche un moment : mais il n'a pas assez d'énergie pour défenster les sinistres cabotins, et le lendemain tout rentre dans le calme, dans l'« ordre » et la secte régnante poursuit son œuvre.

« Au moins que l'exemple des hontes qu'elle accumule serve d'avertissement aux nations qui ne sont pas encore courbées sous ce joug avilissant » (11).

Pour la *Gazette de Liège*, c'est un scandale français de plus : l'acquittement de la Caillaux par le jury des assises de la Seine : « la pauvre n'a ni voulu ni prémédité la mort de sa victime » (12). Le *Journal de Liège* n'aime pas Caillaux et son correspondant A. de Gobard éprouve de la sympathie pour Calmette. Cependant, le procès terminé, il lança pour l'occasion une édition spéciale le 29 juillet et il ne veut pas que cette affaire soit utilisée contre la France : « Sachons nous écarter du lieu commun et ne disons pas : Pauvre France » (13).

L'*Express* qui, répétons-le, a envoyé à Paris son directeur G. Masset et le dessinateur Jacques Ochs, s'efforce péniblement d'excuser le chef du parti radical Joseph Caillaux, « force nous est bien de constater que (...) il ne résulte rien, rien qui puisse servir sérieusement à convaincre M. Caillaux de tous les tripotages dont on ne cesse de l'accuser... il n'y a rien qui nous autorise à rien conclure de défavorable contre M. Caillaux et ses amis » (14). Le même journaliste s'élève contre les bruits sur la composition du jury, - ce ne sont que « sonnettes » - et loue le président de la Cour pour son impartialité, la justice française pour sa qualité. Le drame n'a rien de politique, ce n'est qu'un drame humain. « Ce n'est que le geste d'une pauvre petite femme qui comptait parmi les astres de la République et qui a tremblé si fort pour son auréole qu'elle en

(11) *La Dépêche*, 30 juillet 1914, 1ère éd., 4 h 30 soir, p. 1, c. 1, Editorial.

(12) *Gazette de Liège*, 30 juillet 1914, p. 3, c. 5.

(13) *Journal de Liège*, 29 juillet 1914, p. 2, c. 3.

(14) *L'Express*, 25 juillet 1914, p. 1, c. 5, *Le drame du Figaro*, par G. MASSET.

a perdu la tête et qu'elle a tué » (15). Il reprend les thèses de la défense de M^r Labori : « les arguments de la défense lui paraissent irréfragables à lui « le témoin impartial et impassible » (16). Faut-il dire qu'il qualifie d'abominable et de féroce la campagne contre Caillaux (17) ?

Ainsi sur ce procès distingue-t-on la *Gazette* et la *Dépêche* farouchement hostiles à la France qui acquitte une femme assassin, le *Journal* et la *Meuse*, sympathiques à Calmette, qui penchent pour une France opportuniste et sagement républicaine, et un *Express* radical, défenseur affirmé de Caillaux et de sa femme. Mais les journaux libéraux modérés ne souhaitent pas que ce procès ternisse dans l'opinion le visage de la France amie.

Pour les feuilles catholiques, la France doit servir de repoussoir, il faut éviter à tout prix de subir le même régime politique et la même domination maçonnique. C'est un thème constamment repris.



Les wallingants, accusés de préparer le rattachement à la France, sont évidemment pourfendus dans la presse catholique (18). En juillet 1914 paraît le premier numéro du journal *Wallonie*. L'accueil de la *Dépêche* est brutal. « Ce papier donne raison aux avertissements que nous avons maintes fois donnés à ceux qui, à l'aberration flamingante, veulent opposer une aberration wallingante ; ils n'arriveront qu'à engendrer des traîtres à la patrie » et de clouer au pilori les rédacteurs de cette feuille, de « scandaleux écervelés ». L'hostilité à ceux qui se tournent vers la France qui libérerait les Wallons de l'emprise flamande est réelle, la crainte de l'annexion par la France n'est pas vaine. Sous la signature de Jean des Guillemins, (pseudonyme de Gustave Somville, son directeur), la *Dépêche* publie un long article sur les *Aspirations annexionnistes de la France*. Le texte est curieux et révélateur de l'antipathie pour le voisin du Sud. « Le mal dont souffrent les puissances européennes et qui les porte à une surenchère insensée de militarisme épuisant, c'est leur fièvre d'annexionnisme. La plupart se montrent incapables de gérer les intérêts des peuples qui leur sont soumis et cependant leur ambition effrénée se tourne toujours vers de nouveaux territoires. Cette rapacité s'exaspère jusqu'à vouloir englober tout ce qui est d'une même race ou d'une même langue ; de là le pangermanisme, le panslavisme, le panhellénisme et l'irrédentisme italien. Et ceux qui ne pourraient sans se heurter à des contradictions, invoquer l'unification de la race ou de la langue, trouvent quelque autre prétexte à leurs aspirations mégalomanes. Pour le chauvinisme français, par exemple, ce sont les démarcations « naturelles » qui prévalent sur toutes les réalités les plus importantes qui distinguent les nationalités les unes des autres et dont la formation historique est assurément la principale. Chose bizarre, ce peuple à qui l'on a reproché de ne pas connaître la géographie, base lui-même sa topographie politique sur les accidents géographiques ; il a remplacé les noms si expressifs de ses vieilles provinces par un fouillis de vocables de cours d'eau, comme s'il s'agissait de parquer un peuple de poissons ou de grenouilles. D'autre part, dans un temps où l'on perce les montagnes, où les fleuves ne comptent plus comme obstacle et où les mers se couvrent de dreadnoughts, nos

(15) *L'Express*, 22 juillet 1914, p. 1, c. 5, *Le drame du Figaro*, par G. MASSET.

(16) *L'Express*, 28 juillet 1914, p. 1, c. 5-6. Idem.

(17) *L'Express*, 22 juillet 1914, p. 1, c.5-6. Idem.

(18) Madame Jeannine Lothe préparant une thèse d'agrégation sur le mouvement wallon, nous évoquons ce thème qu'en passant.

aimables voisins du sud, toujours arriérés par quelques côtés, aspirent encore à s'encadrer entre la mer, deux chaînes de montagne et un fleuve, essentiellement allemand et hollandais. Aux mieux intentionnés des auteurs français, cette lubie fait commettre des erreurs téméraires et aussi dangereuses que celles des théoriciens politiques allemands dressant certaines outrecuidantes cartes d'Europe où l'on fait bon marché des nationalités les plus respectables » (19). L'occasion de ce persiflage est un extrait d'un manuel scolaire de Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris, qui a provoqué à l'époque quelques remous dans la presse catholique de Belgique. La *Presse* d'Anvers avait réagi, suivie d'autres journaux, entre autres la *Gazette de Liège*. Mgr Baudrillart se crut obligé de répondre aux attaques de journalistes coreligionnaires mais il ne les désarma pas. La *Dépêche*, le 1^{er} août, dans ses commentaires à la réponse du prélat français, l'accuse de confondre France et Gaule, la France s'attribuant les limites de toute une contrée dont elle n'est que la position aujourd'hui la plus importante. Pour la *Dépêche*, cette confusion tendancieuse blesse la Belgique « qui fait, comme la France, partie de la Gaule, mais n'est nullement française pour cela ! » (20).

*
**

C'est sur le même mode ironique que le 14 juillet est salué par la *Gazette de Liège*. Le sous-titre de l'article « L'embastillement du 14 juillet » dans la rubrique « Au pays des Parlementeurs » est déjà significatif. Après un couplet d'une chanson montmartroise de Vincent Hyspa moquant le président de la République (21), l'ironie est lourde et méchante. « Le 14 juillet » c'est la Fête nationale française. Elle rappelle l'anniversaire de ce jour où un peuple se crut libre, un peuple qui se sent plus que jamais esclave. Aussi les pouvoirs officiels ne semblent fêter cette date qu'avec une sorte de regret, et pour la foule cette tradition n'a plus de sens. L'âme est absente de ces manifestations. Elle ne voit plus là qu'une occasion à longues beuveries, à bals publics, à tapageuses réjouissances. On a démolì une Bastille qui, somme toute - et l'histoire aujourd'hui mieux connue le prouve - était bien inoffensive.

« Hélas ! que d'autres bastilles ne se dressent pas aujourd'hui contre la liberté ou plutôt contre les libertés ! Ces bastilles n'enferment plus entre des murs épais quelques fraudeurs du pouvoir royal ni quelque dissipateur de sa fortune familiale. Ce sont aujourd'hui des bastilles légales, contre lesquelles ne peut rien l'élan d'un peuple en colère. Bastille, les lois contre les congrégations ; bastille, les lois scolaires que l'on cherche à renforcer d'une nouvelle forteresse ; bastille, toutes les entraves dressées par la franc-maçonnerie enjuivée contre quiconque, fidèle à ses ancêtres et à ses convictions, ose pratiquer sa foi... » (22).

(19) *La Dépêche*, 19-20 juillet 1914, 2^{ème} éd. 10 h. soir, p. 1 c. 1-2, Editorial de Gustave Somville.

(20) *La Dépêche*, Question franco-belge, 1^{er} août 1914, 1^{ère} éd. 4 h 30 soir, p. 1, c. 1-2.

(21) « Nos aïeux ont pris la Bastille
Pour que notre cher président
Puisse mieux marier sa fille
Et vive un peu plus grassement
Pour qu'il porte des hauts de forme
De trois à quatre mille francs
Pour qu'il digère, pour qu'il dorme
Au compte du Gouvernement ».

(22) *Gazette de Liège*, 16 juillet 1914, p. 1, c. 3

Par contre, les journaux libéraux accordent une large place aux manifestations du 14 juillet à Liège, à Bruxelles, à Spa. Un banquet réunit 120 convives au *Continental*. Ils célèbrent l'amitié de la Wallonie et de Liège pour la France, l'échevin Falloise rappelant que Charles Rogier était français et que c'est la France qui fit la gloire de Grétry, de Méhul, de Franck, fils de la Wallonie, le secrétaire des *Amitiés françaises*, Emile Jennissen vantant « l'héroïsme, le courage, l'esprit d'invention et l'esprit d'économie de la France » (23). Pour la *Meuse*, le 14 juillet est l'occasion de rappeler que « les Français à Liège sont des hôtes aimés » et de louer la France « pour ses vertus d'audace et de vaillance » (24).

*
**

Le 28 juin 1914, le drame de Serajevo a-t-il eu une influence sur l'attitude des journaux liégeois face à la France ? La politique extérieure de la France est appréciée favorablement depuis des mois par la *Meuse* et le *Journal de Liège* qui se félicitent du raffermissement de l'Entente Cordiale et du voyage des Souverains anglais à Paris pour célébrer son dixième anniversaire et se réjouissent de la puissance de la Triple-Entente face à la Triplice. Les feuilles catholiques sont plus réservées, quant au rédacteur de la politique étrangère de l'*Express*, le député G. Lorand, s'il partage les idéaux de la république radicale, il n'aime pas du tout l'alliance franco-russe. Le drame de Serajevo est commenté diversement selon les appartenances politiques et l'attitude vis-à-vis de la Serbie, de l'Autriche et de la Russie n'est pas sans réagir sur le comportement à l'égard de la France.

Les deux journaux catholiques voyaient dans l'archiduc François-Ferdinand le futur souverain « franchement catholique » et « c'est plus qu'il n'en fallait pour le désigner à la haine des porte-truelle et des chevaliers du triangle ; et pour l'exposer à la fureur grossière, aux injustes attaques, aux accusations calomnieuses de leurs plats valets » (25). L'éditorial de la *Gazette de Liège*, le 5 juillet 1914, est extraordinaire : « L'archiduc François-Ferdinand, assassiné dimanche dernier avec la duchesse de Hohenberg par la main d'un gamin de collège, instrument de l'anarchisme maçonnique, était la grande espérance de la monarchie Austro-hongroise et déjà, sur les marches du trône, un des plus fermes champions du catholicisme. L'exécrable forfait, qui a plongé le monde dans la stupeur, n'a peut-être pas tellement étonné les Loges, si le propos tenu par un haut Maçon en Suisse et relevé par la « Revue Internationale des Sociétés Secrètes » (p. 788, tome II, 1912) est authentique. « Il est bien. C'est dommage qu'il soit condamné. Il mourra sur les marches du trône... » A travers tous les procès de tendance, c'est au catholicisme romain qu'on en voulait, filialement soumis au Saint-Siège. Voilà le crime ! Voilà ce que la Loge ne lui a pas pardonné ! » Et la conclusion est significative : « La Maçonnerie universelle savait bien que l'Autriche aurait en lui un maître et l'Eglise un impérial champion. A mesure que le poids s'appesantissait sur la tête de François-Joseph, les révolutionnaires et les francs-maçons tremblaient devant l'avènement au pouvoir d'un empereur jeune, intelligent et résolu. Tout ce grand avenir qui se levait

(23) *Journal de Liège*, 15 juillet 1914, p. 2, c. 4.

(24) *La Meuse*, 15 juillet 1914, matin, p. 2, c. 2-3.

(25) *La Dépêche*, 17 juillet 1914, 2ème éd. 10 h. soir, p. 1, c. 1-2.

s'est subitement effondré dans le sang des deux victimes. N'importe ! Dieu ne meurt pas, comme disait Garcia Moreno tombant sous le poignard d'un sbire. Dieu reste le maître. Il vengera les victimes » (26).

Par contre, la *Meuse*, qui condamne ce crime monstrueux, refuse de faire peser sur la race serbe opprimée « le poids du crime ». Le *Journal de Liège* est hostile à la camarilla viennoise et au germanisme. Le calme est revenu après quelques jours et les yeux se sont détournés des Balkans. L'ouverture du procès Caillaux passionnait davantage. Parmi les extraits de presse à l'appui de cette appréciation, nous épinglons un passage caractéristique du Bulletin hebdomadaire de la Bourse de Bruxelles dans la *Meuse* des samedi 4 et dimanche 5 juillet, numéro du soir : « (...) Il n'y a nul embarras à constater et à dire sans fausse honte aucune que la Bourse a fait preuve d'un remarquable sang-froid à l'annonce de l'événement qui, à cette heure, domine de haut la situation politique extérieure. Quelque nervosité n'a commencé à transparaître dans les allures du marché financier que sous le flot des commentaires violents auxquels se sont livrés quelques journaux autrichiens et allemands à propos de l'attentat de Sarajevo où les inspireurs de ces commentaires veulent absolument voir, dans les desseins les moins avouables, l'action déguisée de la Serbie (...) » (27). Celle-ci, accusée indignement, se prêterait volontiers sans doute à l'enquête que réclame l'Autriche et huit jours plus tard, c'est le même optimisme. « (...) Attila est-il donc à nos portes ? A-t-on craint la guerre ? Autrichiens et Serbes allaient-ils s'empoigner ? Les Turcs et les Grecs allaient-ils en faire autant ? Pas du tout. Certes, la bonne, la cordiale entente est loin de régner et ne régnera pas de sitôt dans les ménages balkaniques, mais de là à passer aux violences, tant s'en faut » (28).

Le voyage de Poincaré à Saint-Petersbourg est salué avec faveur par la *Meuse* et par le *Journal de Liège* qui lui consacre une large place et des commentaires sympathiques. Le *Journal* reproduit le 21 juillet l'article de bienvenue rédigé en français et paru dans le *Novie Wremya*, le plus important organe de presse de l'empire russe ! Pour le rédacteur en chef, Auguste Molitor, journaliste chevronné, écrivain de talent, l'Alliance russe est une œuvre de paix, comme la Triple-Entente.

Quant à l'*Express*, sa position est originale. Son principal rédacteur de politique étrangère, le député Georges Lorand, est farouchement anti-russe parce qu'anti-tsariste et cela déteint sur son attitude à l'égard de la France. Les agents russes sont des « spécialistes de l'assassinat » (29). Le voyage de Poincaré est inquiétant. Avec la rivalité franco-allemande, l'alliance franco-russe est « le cauchemar de tous ceux qui ont à cœur l'avenir de la liberté, de la démocratie et de la civilisation ». C'est une « alliance contre nature ». En France, « l'alliance russe, c'est la coqueluche de tous les réactionnaires de tous poils, des monarchistes, des chauvins, des revanchards, de tous les ennemis de la République » (30).

De même que Marcel Déat ne voudra pas mourir pour Danzig, Georges Lorand, craignant l'appui de la Russie à la Serbie et un conflit dressant la Triple-

(26) *Gazette de Liège*, 5 juillet 1914, p. 1, c. 1-2.

(27) *La Meuse*, 4 et 5 juillet 1914, éd. soir (4), p. 9, c. 1.

(28) *La Meuse*, 11 et 11 juillet 1914, éd. soir (11), p. 8, c. 1.

(29) *L'Express*, 8 juillet 1914, p. 1, c. 2. Editorial G.L. (Georges Lorand).

(30) *L'Express*, 24 juillet 1914, p. 1, c. 1. Editorial G.L. (Georges Lorand), *L'Alliance russe*.

(31) *L'Express*, 24 juillet 1914, p. 1, c. 1, G.L., *L'Alliance russe*.

Entente contre la Triple Alliance concluait un long éditorial anti-russe : « Franchement, la Serbie tout entière ne vaut pas ça » (31). Quatre jours plus tard, dans un article « La Guerre ? », G. Lorand, s'il condamne la brutalité de l'ultimatum autrichien, attaque durement Raymond Poincaré qui a « avec une prodigieuse maladresse confirmé à Saint-Pétersbourg le caractère de vassalité de l'alliance française vis-à-vis de la Russie... En assurant la Russie, dont il savait les ambitions et les intrigues de la vassalité de la France, M. Poincaré devait savoir qu'il la poussait aux pires aventures, et si la catastrophe se produit, je dois déclarer en conscience que c'est lui surtout qui en portera la responsabilité » (32). Son hostilité à la Serbie est radicale. Les Serbes, « traités et assassins, font peser depuis un an sur les Bulgares de Macédoine et aussi sur les Albanais une oppression inouïe au regard de laquelle le régime autrichien en Bosnie, le régime allemand en Alsace et même le régime moscovite en Pologne sont du libéralisme idyllique » (33).

L'ultimatum autrichien à la Serbie, connu le 25 juillet, a ému les Liégeois et dans la soirée, lorsque les crieurs de journaux lancèrent de fausses nouvelles « le premier coup de canon avait été tiré », ils s'inquiétèrent. « Dans la nuit, la ville était révolutionnée (sic) et les gens sortaient de chez eux ». Le dimanche 26, sur la foi des agences, la nouvelle de la déclaration de guerre fut répandue dans le public, on sait qu'elle ne fut cependant faite que le mardi 28.

*
**

La neutralité imposée par les traités réduit singulièrement le champ des commentaires sur les grands thèmes de la politique étrangère. Le peu de place occupé par les controverses sur l'attitude des grandes puissances, la modestie des réflexions sur les mérites et les erreurs de leur politique extérieure, l'extrême réserve et la prudence des éditorialistes à s'exprimer sur les démarches de la diplomatie européenne s'expliquent par la volonté consciente de respecter les traités de 1831 et de 1839. Ce souci de neutralité pèse constamment et lourdement sur la presse liégeoise en 1914, quelles que soient les sympathies profondes pour tel ou tel pays.

Le souci de neutralité a une pointe anti-française à la *Gazette de Liège*. De l'analyse d'une importante étude historique de Jean Dabin, le futur professeur, sur *La politique française à Liège au XV^e siècle*, on veut « dégager une grave leçon pour nous. C'est pour avoir toujours prêté l'oreille aux paroles mielleuses de l'étranger, pour n'avoir pas su rester neutres au milieu des diverses compétitions que nos ancêtres du XV^e siècle éprouvèrent de si cruelles souffrances. Instruisons-nous donc à leur école ; sachons écarter de notre sol les influences et les intrigues étrangères et maintenir dans tous les domaines une stricte neutralité ». Comme les sympathies pour l'Allemagne n'étaient pas très vives à Liège, le sens de la conclusion est obvie.

C'est la même mentalité qu'à la fin du mois la *Gazette de Liège* révèle dans des « Réflexions amères mais nécessaires ». Elle critique les profiteurs qui mettent leurs espoirs dans une neutralité économique bénéfique, elle s'en prend aux ouvriers séduits par le mirage socialiste et prêts à refuser de se battre. Mais l'analyse est pleine d'enseignements pour notre sujet : «... Ces malheureux, auxquels le socialisme a inspiré la haine du patron, le dédain du sol natal, l'égoïsme

(32) *L'Express*, 27 juillet 1914, p. 1, c. 1, G.L., *La Guerre ?*

(33) *L'Express*, 31 juillet 1914, p. 1, c. 1, G.L., *On négocie*.

féroce et l'immoralité foncière, génératrice de tous les mauvais sentiments, ces malheureux en viennent à dire - on a recueilli pareils propos odieux - « Si ce sont les Français qui envahissent notre pays, nous ne tirerons pas même un coup de fusil ; si ce sont les Allemands, nous ne pourrions nous résigner à nous laisser gouverner par eux ».

« Insensés ! Il leur plaît de se figurer qu'ils seraient plus heureux sous la domination française que dans la petite Belgique libre, indépendante. Ils en sont persuadés puisqu'ils ignorent le drapeau, l'air national ou les conspuent. Leurs chefs leur ont dit ce qu'il fallait pour les convaincre, puissent-ils n'avoir pas à se rendre compte de l'aberration en laquelle on les entretient !... » (34).

L'aggravation de la crise dans les derniers jours de juillet renforcera, si la chose était encore possible, cette crainte de heurter un voisin susceptible et de fournir ainsi prétexte à une intervention. L'article 123 du Code pénal est rappelé : « Quiconque par des actions hostiles non approuvées par le gouvernement aura exposé l'Etat à des hostilités de la part d'une puissance étrangère sera puni de la détention de cinq ans à dix ans, et si des hostilités s'en sont suivies de la détention de dix à seize ans ». Le ministre de La Justice, Henri Carton de Wiart, le 1er août au matin, convoque dans son Cabinet les directeurs des principaux journaux du pays pour leur recommander « la plus grande circonspection au nom de l'intérêt national » (35).

Le lendemain, le dimanche 2 août à 5 heures de l'après-midi, il réunit à nouveau « les députés de la presse quotidienne pour leur faire diverses communications au nom du gouvernement. Il a tout d'abord félicité les organes de tous les partis pour la belle leçon de patriotisme et de solidarité nationale qu'ils donnent au pays en cette heure décisive ». Le gouvernement rappelle aussi les devoirs de neutralité absolue qui s'imposent à ceux qui ont une influence quelconque sur le public, quelles que puissent être leurs préférences personnelles. Il invoque l'article 123 du code pénal pour inciter les Belges à respecter leur devoir de neutralité entre les partis belligérants. Ainsi « quiconque aura dans une manifestation ou dans une publication enfreint ce devoir sera l'objet de poursuites. Les manifestants seront arrêtés et les publications saisies... » (36).

L'autorité n'intervint pas à Liège bien que la passion religieuse obscurcit les yeux de la rédaction de la *Gazette de Liège*. Elle manifesta son hostilité à la France et bien que l'Autriche et la Russie fussent l'une et l'autre garantes de notre neutralité, Joseph Demarteau prit parti pour l'Autriche. Tout l'éditorial « musclé » du dimanche 2 août 1914 - le jour de la remise de l'ultimatum allemand à Bruxelles - doit être reproduit : « Un journal belge écrit : « L'Autriche portera la responsabilité » dans les événements qui peuvent découler de son geste odieux, « et c'est en vain qu'elle cherchera à rejeter cette responsabilité sur la Russie si celle-ci se met du côté des Serbes.

« Ces paroles ne sont que l'écho de la plupart des journaux français, mais elles sont loin, très loin de la vérité.

« En Belgique, nous commettons souvent cette erreur de relater les faits et de juger des événements uniquement d'après les organes parisiens.

(34) *Gazette de Liège*, 30 juillet 1914, p. 1, c. 1-2, *Réflexions amères mais nécessaires*, V.Z.

(35) Comte Carton de Wiart, *Souvenirs politiques, (1878-1918)*, p. 206.

(36) *L'Express*, 3 août, p. 1, c. 3.

« Dans les événements actuels, le simple bon sens dit que la Russie n'a rien à voir dans le conflit Austro-serbe. La Russie n'a donc qu'à rester tranquille, la guerre sera localisée et tout rentrera bientôt dans l'ordre.

• Pourquoi l'Autriche agit-elle ?

• Elle agit parce qu'elle est lasse de subir les attaques incessantes de la Serbie. Elle agit parce qu'il importe de mettre fin dans ses propres Etats aux menées révolutionnaires des Serbes. Elle agit pour châtier les auteurs d'un complot qui a coûté la vie à l'héritier du trône d'Autriche et à son épouse par le plus horrible assassinat dans lequel le gouvernement serbe a sa responsabilité.

• En quoi cela regarde-t-il la Russie ? Celle-ci subirait-elle d'un petit Etat quelconque ce que l'Autriche a supporté jusqu'ici de la part de la Serbie ? Qu'elle laisse donc l'Autriche châtier les coupables comme ils le méritent et comme elle-même le ferait si elle était à sa place.

• L'Autriche a d'ailleurs déclaré qu'elle n'entendait nullement s'annexer une partie quelconque de la Serbie ni anéantir ce royaume, ce qu'elle veut et ce qu'elle a le droit de vouloir, c'est assurer l'ordre et la tranquillité dans ses propres Etats, ordre et tranquillité mis en péril par les menées révolutionnaires des Serbes.

• On le voit donc : la tranquillité de l'Europe dépend absolument de l'attitude de la Russie. Si celle-ci n'intervient pas - et elle n'a pas le droit d'intervenir - la guerre sera localisée et elle sera de courte durée. Si au contraire, elle épouse la cause injuste de la Serbie, les pires événements sont à craindre.

• C'est donc non l'Autriche, mais la Russie qui assumerait en cas d'intervention la lourde responsabilité d'une guerre générale dont on ne peut mesurer les conséquences » (37). Quelques jours plus tôt, la *Dépêche* avait soutenu la même thèse en accusant les dépêches tendancieuses des agences juives (38).

Par contre, pour le *Journal de Liège*, le 31 juillet 1914, la France est qualifiée de « notre excellente voisine » (39) et dans l'*Express*, sous un titre barrant toute la première page, « Une première victoire française », G. Masset écrit un éditorial intitulé « Un officieux allemand ». C'est une critique âpre de la *Gazette de Liège* qui a reproduit un démenti formel de la déclaration de guerre allemande et de l'envahissement du Grand-Duché de Luxembourg émanant de la Légation d'Allemagne à Bruxelles. « Ce qu'ils (les ambassadeurs allemands) affirment solennellement dans toute la sincérité de leur cœur de bon Allemand ne signifie donc absolument rien et la *Gazette de Liège* nous la baille belle à se faire le Moniteur de pareils démentis.

• Pour nous, qui n'avons souci que de renseigner le public, rapidement, mais exactement et sincèrement, et qui nous garderions bien en un pareil moment, de laisser parler trop haut notre cœur, car il est des devoirs supérieurs à tous les enthousiasmes, à toutes les amitiés, à toutes les aversions, nous ne pouvons qu'affirmer hautement : 1) que l'occupation du Luxembourg... nous paraît être un fait matériellement accompli ; 2) que nous tenons de sources plus sûres encore s'il est possible, des sources les plus sûres, la nouvelle que nous avons publiée d'un engagement important dans les environs de Nancy ». 20.000 Allemands furent repoussés avec de lourdes pertes. Et G. Masset de conclure :

(37) *Gazette de Liège*, 2 août 1914, éd. 8 h. matin, p. 1, c. 1.

(38) *La Dépêche*, 29 juillet 1914, 1er éd., p. 1, c. 1.

(39) *Journal de Liège*, 31 juillet 1914, p. 2, c. 2.

« cette victoire nous l'avons enregistrée, non sans une émotion profonde que tout le monde à Liège comprendra, en dépit de toutes les Gazettes et de tous les ambassadeurs du monde » (40).

Sur la même page, l'essai de justification de la violation du Grand-Duché de Luxembourg par l'Allemagne est dénoncée aussi nettement : « Si l'heure que nous vivons en ce moment n'était pas si tragiquement grave, la sinistre ironie d'un pareil langage soulèverait l'indignation du monde entier » (41).

La violation de la neutralité par l'Allemagne est condamnée avec passion. Mais c'est de l'opposition entre les régimes politiques et militaires de l'Allemagne et de la France que l'*Express* tire des raisons d'espérance. Les bandits qui nous menacent, nos amis français les arrêteront. « Ils vont venir. Ils viennent ».

« Ce ne sont point des « unités » mécaniques commandées par des muscadins aux corsets de femmes, par des hobereaux insolents et des garde-chiourme abhorrés de leurs propres soldats.

« Ce sont des troupes généreuses, étroitement unies à des chefs amicaux et bienveillants qui partagent leur vie quotidienne, leurs joies et leurs peines. C'est un peuple en armes comme nous-mêmes, mais rompu au métier de la guerre. La même pensée de liberté dans la vie, d'égalité dans l'effort, de fraternité dans la résistance, anime la grande et la petite nation gauloise » (42).



Le contraste entre presse libérale et presse catholique dans l'attitude à l'égard de la France persiste ainsi à travers toute notre étude. Le poids de la politique intérieure de la France sur le clivage de la presse liégeoise est énorme. Pour les uns, le régime de la Troisième République laïque et radicale est abhorré et il faut en préserver la Belgique à tout prix, pour l'*Express*, c'est le régime de ses rêves dans une Belgique réactionnaire et conservatrice aux mains des catholiques ; pour la *Meuse* et le *Journal de Liège*, peu satisfaits du gouvernement de Bruxelles, la France a beaucoup d'attraits si ces journaux sont nettement contre l'annexion (43). Au surplus, les libéraux défendent en Belgique une thèse simple : la culture française est le ciment de l'unité belge. Le jour où elle sera chassée du nord du pays par des lois tyranniques, il n'existera plus entre la Wallonie et les Flandres aucun point de contact. « Elles ne se comprendront plus. Leur pensée n'aura plus aucune similitude. Elles se sentiront totalement étrangères l'une à l'autre. Entraînées vers des centres d'attraction différents, elles en arriveront vite à se haïr ». Aussi faut-il assurer par le respect constitutionnel de la liberté des langues le développement du français dans l'ensemble du pays et s'alimenter aux sources de la civilisation française (44).

L'intérêt pour la littérature française est d'ailleurs considérable dans tous les journaux liégeois : critique de livres, comme celle de François Carez dans la *Gazette de Liège*, critique de pièces de théâtre, (l'*Express* donne, chaque semaine, dans la rubrique Spectacle, le programme d'un théâtre parisien pré-

(40) *L'Express*, 5 août 1914, p. 1, c. 1-2. Editorial G. Masset.

(41) *Ibid.*, p. 1, c. 6.

(42) *L'Express*, 5 août 1914, p. 1, c. 1-2. 2ème Edition, G. Masset.

(43) Cfr *La Meuse*, 21 juillet 1914, matin, p. 1, c. 3. Mestré (Olympe Gilbert) *Un bon discours* (du sénateur Magis).

(44) Cfr revue de presse *Journal de Liège*, 16 juillet 1914, p. 1, c. 3-4.

senté de la même manière que s'il s'agissait d'un spectacle liégeois, résumé de la pièce et présentation des acteurs, alors qu'il n'y a aucune mention des théâtres bruxellois) ; récits de voyage, par exemple « Au pays de Loire, Chinon et Loches » d'Albert Dessart dans la *Gazette de Liège*, reproduction de longs extraits empruntés au *Figaro*, au *Gaulois*, au *Temps*, à *Excelsior*, articles scientifiques, comme la chronique hebdomadaire de l'abbé T. Moreux dans la *Dépêche* ; sommaire des revues. Les feuilletons sont presque tous d'auteurs français et, comme les articles littéraires et politiques, d'une tendance correspondant aux idées du journal. Ainsi, les lecteurs savourent *Magali* de Delly dans la *Dépêche*, *L'Exilée* du même auteur dans la *Gazette de Liège* mais *Napoléonette* de Gyp dans le *Journal de Liège*, les *Briseurs de chaîne* de Jules Mary et *Fille d'Alsace* de Pierre Decourcelle dans la *Meuse*.

L'Alsace est un sujet brûlant dans un pays neutre voisin de la France et de l'Allemagne. Le procès Hansi occupera cependant une bonne place dans les journaux libéraux et Charles Delchevalerie, fondateur de la *Vie wallonne* défendra avec vigueur le dessinateur alsacien contre l'accusation de bellicisme dont il est l'objet : « Pourquoi n'accabler que les seuls Alsaciens ? S'il est entendu que Hansi, par ses croquis ironiques, a voulu pousser à la guerre, un confrère français fait fort justement remarquer que les hurleurs du pangermanisme sont bien plus gravement coupables que lui. Leurs articles et leurs discours ne sont-ils pas pleins d'excitations belliqueuses ? Pourquoi l'impunité leur est-elle assurée ? Et le Kronprinz, qui aspire au jour où, à la tête de ses hussards de la mort, il chevauchera vers la frontière, il ne se fait pas faute de le dire, va-t-on le laisser tranquille ? Et son impérial pacifiste de père, qui parle si agréablement de poudre sèche et de glaive aiguisée (sic), et des Allemands qui ne craignent rien sur terre, ne va-t-on pas lui demander des comptes ?... » (45).

Dans les pages du supplément dominical de la *Dépêche*, on trouve articles et nouvelles de François Coppée, de René Bazin, des extraits aussi d'Émile Ollivier. Par contre, la vie religieuse française et surtout les pèlerinages à Lourdes occupent une place de choix dans la presse catholique. La *Gazette de Liège* a un correspondant particulier à Lourdes. Cependant, il n'est pas très « gentil » pour la langue française en insistant sur une déclaration d'un prêtre directeur de pèlerinages allemands pour qui « la langue allemande est la langue de l'avenir à Lourdes » (46). Elle l'est aussi en Palestine, où l'immigration juive prend des proportions considérables. « Dans les premiers temps, la culture française atteignait les juifs comme immigrés. Mais les sociétés comme le *Hilfsverein der Deutscher Juden* et les sionistes font tant d'efforts qu'ils se soustraient de plus en plus à cette première culture... » (47).

L'expansion française dans le monde est toutefois acceptable dès qu'elle s'appuie sur les congrégations religieuses et justifie l'aide de l'État à leurs écoles. Le voyage de Maurice Barrès en Orient et sa campagne pour sauver un « patrimoine sacré » en Égypte, en Syrie, en Asie mineure trouvent un écho enthousiaste dans ces milieux liégeois (48).

(45) *L'Express*, 19 juillet 1914, p. 1, c.5. Pierre Stellan (pseudonyme de Charles Delchevalerie).

(46) Cfr *Gazette de Liège*, 2 juillet 1914, p. 4, c. 2-3-4.

(47) *Gazette de Liège*, 2 juillet 1914, p. 5, c. 1.

(48) *Gazette de Liège*, 11 juillet 1914, p. 1, c. 5.

L'attrait de la France littéraire, la sympathie profonde pour le catholicisme français dans les deux journaux catholiques liégeois doit être souligné : c'est la France républicaine, radicale, socialiste qui détourne surtout les rédacteurs de ces journaux du grand voisin du Sud.

Au terme de cette analyse, nous n'avons pas atteint l'opinion publique, cette « déesse, vague, impalpable, ondoyante et diverse » (49) telle qu'elle existe à Liège, face à la France, à la veille du premier conflit mondial. Nous avons tenté simplement de dégager l'attitude de la presse quotidienne à l'égard de la France dans une région qui se sentait menacée et qui, depuis 1887, était « protégée » par une ceinture de forteresses face à l'invasion. L'absence d'un quotidien socialiste est surtout gênante, car, malgré le vote plural, les socialistes étaient les plus nombreux à Liège. L'absence d'un quotidien « wallon » est aussi regrettable. Mais nous avons abouti à quelques constatations fermes montrant l'énorme influence de la politique intérieure des deux pays considérés sur l'attitude de la presse liégeoise à l'égard de la France. Les opinions contrastées des catholiques et des libéraux sont exprimées avec netteté mais la volonté de ne pas nuire à la neutralité a longtemps déguisé l'expression de la pensée et ne facilite pas la tâche de l'historien. La sympathie des libéraux liégeois pour la France n'a certes pas toujours pu s'exprimer librement. Mais il serait absurde de vouloir faire fi des impératifs de la neutralité.

Une question moins oiseuse reste posée : les catholiques et les libéraux liégeois de 1914, tant ceux de droite que ceux de gauche, nourrissent-ils fidèlement dans le fond de leur cœur ces opinions opposées sur la France ? Il faudrait scruter correspondances et journaux intimes, rapports consulaires, mémoires et souvenirs, enquêtes orales enfin pour découvrir l'équation de la presse et de l'opinion.

(49) *Gazette de Liège*, 18 juillet 1914, p. 1, c. 4

Il est ainsi devenu l'un des premiers à se consacrer à l'étude de la langue française en France. Ses travaux ont été publiés dans les revues de la Sorbonne et ont été traduits en plusieurs langues. Ses ouvrages ont été réédités plusieurs fois et ont servi de base à de nombreuses éditions de la langue française. Ses travaux ont été très appréciés par les contemporains et ont influencé de nombreux écrivains et penseurs de son époque. Ses ouvrages ont été traduits en plusieurs langues et ont été réédités plusieurs fois. Ses travaux ont été très appréciés par les contemporains et ont influencé de nombreux écrivains et penseurs de son époque.

Il est ainsi devenu l'un des premiers à se consacrer à l'étude de la langue française en France. Ses travaux ont été publiés dans les revues de la Sorbonne et ont été traduits en plusieurs langues. Ses ouvrages ont été réédités plusieurs fois et ont servi de base à de nombreuses éditions de la langue française. Ses travaux ont été très appréciés par les contemporains et ont influencé de nombreux écrivains et penseurs de son époque.

Il est ainsi devenu l'un des premiers à se consacrer à l'étude de la langue française en France. Ses travaux ont été publiés dans les revues de la Sorbonne et ont été traduits en plusieurs langues. Ses ouvrages ont été réédités plusieurs fois et ont servi de base à de nombreuses éditions de la langue française. Ses travaux ont été très appréciés par les contemporains et ont influencé de nombreux écrivains et penseurs de son époque.

Il est ainsi devenu l'un des premiers à se consacrer à l'étude de la langue française en France. Ses travaux ont été publiés dans les revues de la Sorbonne et ont été traduits en plusieurs langues. Ses ouvrages ont été réédités plusieurs fois et ont servi de base à de nombreuses éditions de la langue française. Ses travaux ont été très appréciés par les contemporains et ont influencé de nombreux écrivains et penseurs de son époque.

Il est ainsi devenu l'un des premiers à se consacrer à l'étude de la langue française en France. Ses travaux ont été publiés dans les revues de la Sorbonne et ont été traduits en plusieurs langues. Ses ouvrages ont été réédités plusieurs fois et ont servi de base à de nombreuses éditions de la langue française. Ses travaux ont été très appréciés par les contemporains et ont influencé de nombreux écrivains et penseurs de son époque.